

Des journalistes de " Echos du Nord " interpellés hier par les services du Cedoc

Olivier NDEMBI

Libreville/Gabon

Alors qu'ils s'affairaient à boucler leurs éditions à paraître ce vendredi, ils ont été surpris par des policiers armés en civils, qui ont investi leurs locaux et les ont tous embarqués, sans ménagement.

LES services de la direction générale de la documentation et de l'immigration (DGDI) ont interpellé, hier matin, à son siège sis à Sotéga, dans le deuxième arrondissement de Libreville, le personnel du groupe Nord Editions, dont des journalistes de « Echos du Nord » et de « Faits divers ».

Selon des témoins, il était un peu plus de 9 heures lorsque des agents armés en civil, venus à bord d'au moins quatre véhicules aux plaques minéralogiques tout aussi civiles, ont péné-

tré dans l'enceinte du journal. Ils ont ensuite accédé au premier étage de l'immeuble qui abrite les différents services du désormais tri-hebdomadaire, où se trouvaient déjà quelques journalistes s'attendant à boucler les éditions à paraître ce vendredi, ainsi que des membres de l'administration.

« Ils ont arrêté tout le monde, y compris des personnes n'ayant aucun lien avec la rédaction du journal », a raconté un témoin de la scène, dénombrant au passage une vingtaine de personnes arrêtées. Cette information a été confirmée par une femme qui aurait été embarquée manu militari, par mégarde, par les policiers alors qu'elle se trouvait hors du siège du journal. « Lorsque nous sommes arrivés dans leurs locaux, je leur ai demandé pourquoi ils m'ont arrêtée, ils m'ont répondu que c'était pour une ballade de santé », a témoigné la dame,

très en colère. Dénonçant ainsi l'abus d'autorité dont les policiers ont fait montre à son égard.

Selon le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Alain-Claude Bilié-By-Nzé, cité hier par l'AFP, « neuf personnes » ont été interpellées pour être auditionnées dans le cadre d'une enquête. Celle-ci porterait sur un article paru mercredi dernier sur « l'immunité d'un coup d'Etat militaire » après la réélection contestée du président Ali Bongo Ondimba. L'article incriminé, rappelle-t-on, portait sur l'arrestation du directeur général de la Documentation et de l'Immigration, le général Célestin Embinga. Cette interpellation de journalistes intervient moins de 48 heures seulement après la célébration de la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes, et moins d'un mois après que

le patron de l'hebdomadaire « Le Mbandja », Guy Pierre Biteghe, tout aussi

critique que son confrère Echos du Nord envers le pouvoir en place, eut été

obligé de s'exiler pour se mettre à l'abri de représailles.

Note à la clientèle

Reprise et Extension du Service BGFITime.

La Direction Générale de BGFIBank Gabon S.A. informe son aimable clientèle de l'extension du service « BGFITime* » à l'agence Etoile Océan (située en face de la SGS à Glass), en plus des points de ventes ci-dessous :

- Agence Etoile **PREMIUM**, située à 100m du village artisanal au Centre-ville ;
- Agence Etoile **PEGASE**, située au Carrefour Gigi à Avorbam ;
- Agence Etoile **CENTAURI**, située dans les Galeries JUMA à Louis du côté gauche du restaurant le Voilier ;
- Agence Etoile **CAPELLA**, située dans l'enceinte du Super CECADO au Carrefour la SNI ;
- Point Cash **ADL**, situé dans le hall de l'aéroport de Libreville ;
- Agence Etoile **Port - Gentil 1**, située au Centre-ville.

*Horaires :

Du lundi au vendredi de 7h45 – 20h00.

Le samedi de 8h00- 17h00.

Fait à Libreville, le 03 novembre 2016.

LA DIRECTION GENERALE.



N° Court : 8888
Tél : +241 01 79 13 02.
mail : eqc@bgfi.com



BGFIBank

